



Des moyens pour une École émancipatrice et solidaire

- Rétablissement de tous les postes supprimés et création immédiate de tous les postes statutaires nécessaires, en fonction des besoins exprimés par les équipes
- Titularisation de tous les précaires sans conditions et arrêt de leur recrutement.
- Effectifs : maximum 20 élèves dans les classes en ZEP et 25 en zone banale
- Travail collectif, réunions et concertation inclus sur le maximum de temps de service
- Augmentation prioritaire des bas salaires : pas de salaires inférieurs à 2000 euros

Pour un même droit à l'éducation partout, pour une École démocratique

- Maintien du cadre national : horaires, programmes & statuts
- Pour une véritable éducation prioritaire, abandon du projet ECLAIR
- Pour une gestion collégiale des établissements et contre le renforcement du pouvoir des chefs d'établissement
- Suppression de toutes formes de fichage et contrôle : livret de compétences, cahier de textes en ligne, base élèves...
- Abandon du socle commun et des nouveaux programmes rétrogrades

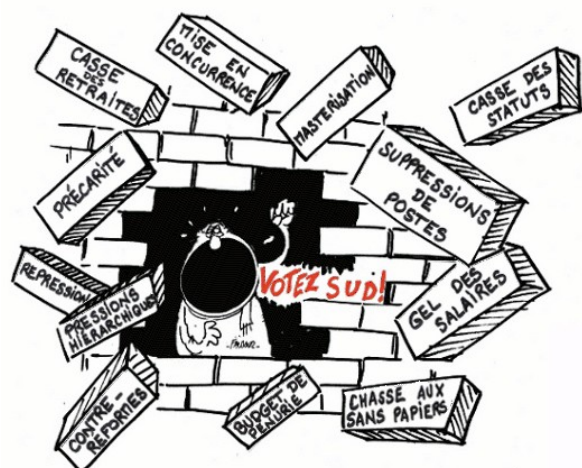
Pour une vraie formation initiale et continue

- Abrogation des décrets de mastérisation
- Retour à un recrutement à Bac+3 et à une formation en 2 ans, rémunérée et validée par un master. Tiers temps des stagiaires
- Maintien de la formation continue sur le temps de travail et plus de moyens pour les congés de formation.

Pour la défense des collègues et des droits collectifs dans les instances paritaires : CT, CAP, CCP

- Dans les CT, défendre les droits collectifs de tous les personnels, titulaires et précaires
- Dans les CAPA et les CCP, contrôler les décisions de l'administration, informer et défendre les collègues : mutations, affectations, situation médicale, notations, échelons, stages, congés de formation, pression hiérarchique

POUR DONNER LES MOYENS D'AGIR AU SYNDICALISME DE LUTTE



VOTEZ

Union syndicale
Solidaires
Sud Créteil
Education

POUR UNE AUTRE ÉCOLE !

POUR UNE AUTRE SOCIÉTÉ !

Les contre-réformes de ces dernières années, sous couvert d'arguments pédagogiques, ont comme principal objectif de réduire les dépenses publiques en supprimant 80000 emplois dans l'enseignement public !

Mais la RGPP (révision générale des politiques publiques) est aussi un véritable plan d'ajustement structurel qui dégrade nos conditions de travail et dénature aussi nos métiers et les garanties statutaires.

UN VRAI COLLÈGE POUR TOUS !

NOUS COMBATTONS

- **Un collège qui devient un lieu de tri social et d'exclusion** : contournement de l'obligation scolaire pour tous par le biais de dispositifs excluant des élèves du cursus commun, orientation subie, descolarisation
- **L'aggravation des conditions de travail** : classes surchargées, multiplication des tâches au-delà du temps de service (réunions, cahier de texte en ligne...), heures sup' imposées, restriction de notre liberté pédagogique (LPC)
- **Un collège au rabais** : socle commun et programmes réactionnaires
- **Un métier qui se résumerait à surveiller, ficher et punir** les élèves individuellement avec la note de vie scolaire, les évaluations et le livret des compétences
- **Les inégalités sociales et scolaires** (pôles d'excellence vs établissements de réinsertion scolaire)

NOUS REVENDIQUONS

- **Le collège unique avec les moyens pour tous les élèves de réussir** : maximum 20 élèves dans les classes en ZEP et 23 en zone banale
- **Une véritable formation émancipatrice** et l'apprentissage de véritables connaissances, de l'esprit collectif et de l'autonomie
- **Notre liberté pédagogique** et les moyens nécessaires pour un **enseignement collectif et émancipateur**
- **Respect de nos horaires maximum de service** et la non imposition des heures supplémentaires
- **Les moyens nécessaires à l'intégration et à l'éducation de tous les élèves** quelles que soient leurs difficultés et leur handicap

L'ÉDUCATION PRIORITAIRE DÉVOYÉE

NOUS COMBATTONS ... le dispositif ECLAIR :

- ✗ véritable **machine de destruction de l'éducation prioritaire**
- ✗ qui témoigne du **développement de conceptions autoritaires et policières** de l'éducation.
- ✗ qui **renforce la hiérarchie** : recrutement par les chefs d'établissement par lettre de mission des enseignants, nomination d'un préfet des études pour les encadrer...

NOUS REVENDIQUONS

- **L'abandon du dispositif ECLAIR**
- **le renforcement de l'éducation prioritaire** : effectifs à 20 élèves maximum par classe, dédoublement et groupes réduits, renforcement des équipes socio-éducatives

L'échec scolaire a des raisons sociales, on ne peut pas y répondre en faisant seulement appel à plus de discipline

VIE SCOLAIRE

Prise entre l'enclume de la précarité et le marteau sécuritaire, la Vie scolaire est menacée. Nous réclamons son maintien et son renforcement.

POUR LES AED

- **contrat supérieur à un an**, déduction des heures de formation, **emploi du temps négocié et congés pour examen, contrôle des CCP élues** par les AED sur les décisions des chefs d'établissement.
- **Rétablissement d'un vrai statut de surveillant** avec 28 h maximum de service.

POUR LES CPE

- **recrutement à la hauteur des besoins** (1 pour 200 élèves maxi) par concours et titularisation des contractuels.
- **des missions et une place confortée** dans l'équipe éducative.
- **Dissolution des équipes mobiles de sécurité** qui font le lit de l'idéologie sécuritaire à l'école.

POUR LES PERSONNELS TECHNIQUES ET ADMINISTRATIFS

NOUS COMBATTONS

- **Les suppressions de postes et la précarité**
- **Les bas salaires** et les primes à la tête de l'agent !

NOUS REVENDIQUONS

- Le retour au **droit à la mutation sur barème**
- **Le maintien des congés** (annuels et bonifiés)
- **L'augmentation des salaires** (1500 € nets minimum)

POUR LES COP ET LES PERSONNELS MÉDICO-SOCIAUX

NOUS COMBATTONS

- **La loi OFPTLV et le décret de labélisation**
- **la disparition des équipes médico-sociales et des réseaux de CIO**

NOUS REVENDIQUONS

- **Le rétablissement et la création de tous les postes** nécessaires de COP, d'infirmières, d'assistantes sociales et de médecins.

TITULARISATION DE TOU-TE-S LES CONTRACTUEL-LE-S !

La mission des personnels précaires correspond à de véritables métiers auxquels doivent correspondre de véritables statuts.

Il faut en finir avec la précarité pour garantir l'avenir du service public et du statut de la fonction publique.

SOLIDAIRES n'a pas signé le protocole sur la résorption de la précarité dans la FP car il ne concerne qu'une petite minorité des précaires. Dans l'éducation, les 130 000 AED, Assistants pédagogique et AVS en sont exclus.

NOUS REVENDIQUONS

- **Le réemploi immédiat des non titulaires** et un vrai contrôle paritaire au sein des CCP (enseignants, AED)
- **La titularisation sans condition** de concours ni de nationalité de tous les personnels précaires.
- **L'arrêt du recrutement des personnels précaires**

URGENCE POUR LES LYCÉES GÉNÉRAUX, TECHNOLOGIQUES ET PROFESSIONNELS

Les réformes qui touchent tous les lycées répondent d'abord à l'objectif de suppressions de postes. Mais elles participent aussi d'une régression éducative plus vaste sous couvert de « l'autonomie » des établissements.

DANS LES 3 LYCÉES, SUD EDUCATION COMBAT

- ~ **L'augmentation des effectifs par classe** avec la fin des seuils nationaux de dédoublement
- ~ **La réduction des horaires disciplinaires**
- ~ **L'éclatement du cadre national des enseignements** par la mise en concurrence des collègues pour obtenir les heures dédoublées « globalisées »
- ~ **L'accompagnement faussement « personnalisé »** qui ne peut remédier aux lacunes des élèves
- ~ **La hiérarchie entre les séries et les filières amplifiée par ces réformes**

EN LYCÉE GÉNÉRAL ET TECHNOLOGIQUE

NOUS COMBATTONS

- **la fin des seuils nationaux de dédoublement, le tronc commun en 1ere**, sans seuils d'effectifs, permettant les classes mixtes surchargées.
- **des programmes souvent inadaptés** aux élèves avec des **visées idéologiques** en Sciences humaines et un appauvrissement de la culture scientifique et littéraire.
- **Dans la voie technologique une dégradation des enseignements, des qualifications et des conditions de travail** des enseignants, notamment avec la casse de la filière STI

NOUS REVENDIQUONS

- **Une limite de 25 élèves en classe banale**
- **Le rétablissement de passerelles** entre séries et filières
- **Des moyens pour une pédagogie active** qui donne plus de sens aux apprentissages.
- **Un temps de concertation** pour le travail en équipe incluant dans le maximum de service actuel.

EN LYCÉE PROFESSIONNEL

NOUS COMBATTONS

- **Le lycée des métiers** (Greta, formation continue, apprentis, lycéens dans une même classe) au mépris de toute cohérence pédagogique.
- **La mise en œuvre du projet de décentralisation du LP** (préconisé par l'Association des Régions de France) :
 - Perte du statut de fonctionnaire
 - Politique favorisant l'apprentissage (CFA, UFA)
 - Soumission aux impératifs économiques d'une demande locale à court terme au détriment d'une politique éducative nationale cohérente
- **Le transfert de la formation aux entreprises** par l'extension injustifiée des stages

NOUS REVENDIQUONS

- **L'abandon de la réforme du bac pro 3 ans** et la politique de la voie professionnelle.
- **Le refus de la Généralisation des CCF** = fin des diplômes nationaux (CAP, BEP, Bac pro)
- **Une formation validée par des diplômes nationaux qualifiants**
- **La réouverture de toutes les sections supprimées** dans les lycées professionnels
- **La priorité à la formation sous statut scolaire**
- **Rétablissement de la quotité de la taxe d'apprentissage** versée aux lycées professionnels

FONCTIONNEMENT DES ÉTABLISSEMENTS

NOUS COMBATTONS

- **Le renforcement du pouvoir des chefs** (recrutement local, surveillance à distance des IPR via le cartable en ligne, caporalisation, projets Chatel d'évaluation des personnels et d'attribution de primes par le chef d'établissement...)

NOUS REVENDIQUONS

- **La suppression d'échelons hiérarchiques intermédiaires** : conseil pédagogique, préfet des études
- **Une gestion collégiale des établissements** parce que la démocratie ne peut pas s'arrêter à l'entrée des lieux de travail

POUR UNE VRAIE FORMATION DES ENSEIGNANTS

SUD Education a combattu dès 2008 la réforme de la mastérisation du recrutement. La **destruction de la formation** et l'**aggravation sans précédent de la situation des étudiants en master et des stagiaires** est aujourd'hui un constat partagé par tous les syndicats.

Les stagiaires sont placés à temps plein en responsabilité dans des conditions inacceptables.

NOUS REVENDIQUONS

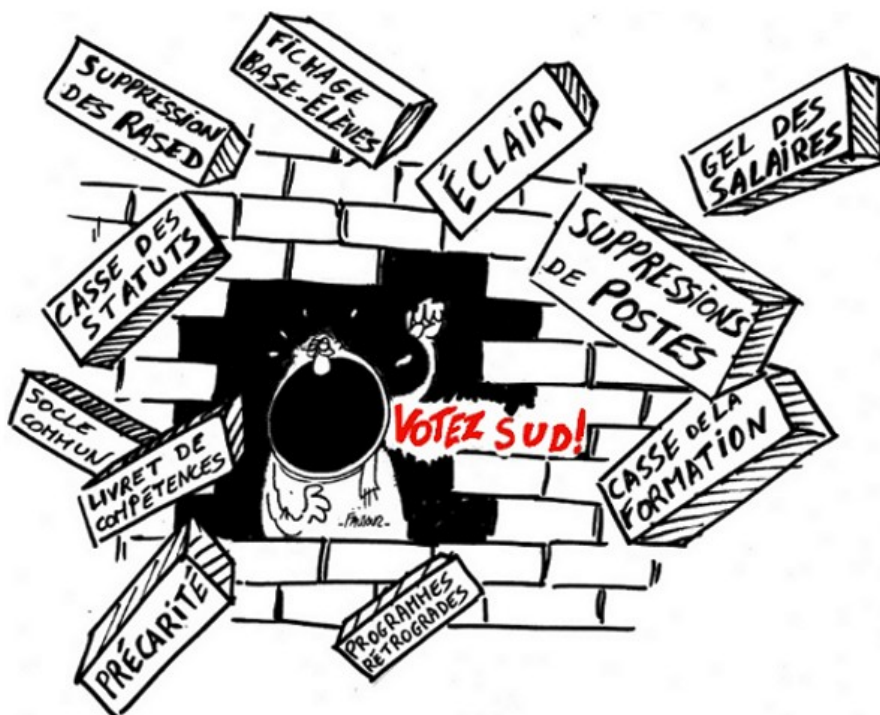
- **L'abrogation des décrets de mastérisation**
- Le retour à un **recrutement à Bac + 3** suivi de **2 années de formation rémunérées et validées par un master** qui allie théorie et pratique de terrain
- Une évaluation des stagiaires sur des **critères clairs, nationaux et équitables**
- Le **droit au renouvellement de l'année de stage** et à une **défense syndicale** devant les jurys et le Recteur
- Des **formateurs** en nombre suffisant avec une **décharge de service**

ELECTIONS PROFESSIONNELLES DU 13 AU 20 OCTOBRE 2011



votez
éducation
Sud Solidaires

- un syndicat qui **lutte** au quotidien
- un syndicat qui **défend** toutes et tous les salarié-e-s
- un syndicat pour un **service public laïque**
- un syndicat pour une **école égalitaire** et **émancipatrice**
- un syndicat **Solidaire, Unitaire, Démocratique** dans son projet et ses pratiques



www.elections.sudeducation.org



SUD EDUCATION Créteil

11/13 rue des Archives
94010 Créteil Cedex

Tel : 01 43 77 33 59
Fax : 01 43 77 65 58

contact@sudeducréteil.org

www.sudeducréteil.org

www.sudeducation.org

www.solidaires.org